

JUSTICE POUR **BABACAR**

MARCHE LE 7 DÉCEMBRE 2019

Dans la lutte menée par Awa Gueye avec le collectif Justice et Vérité pour Babacar, de nouveaux éléments juridiques rendent possible l'ouverture d'une procédure à l'encontre des responsables de la mort de Babacar. Nous appelons à une marche pour honorer sa mémoire et soutenir ce combat.

Dans la nuit du 2 au 3 décembre 2015 à Maurepas, quartier pauvre de Rennes, Babacar Gueye sénégalais sans papiers de 27 ans est victime d'une crise d'angoisse et se mutilé avec un couteau de table. Son ami appelle les pompiers. Ce ne sont pas des ambulanciers mais 8 policiers dont 4 de la brigade anti-criminalité (BAC) qui montent les escaliers de l'immeuble. Un des policiers de cette brigade tire et atteint 5 fois Babacar. Il meurt menotté au terme d'une agonie d'une heure.

Le jour même, l'appareil judiciaire se met en place pour disculper les policiers et porter Babacar responsable de sa propre mort. Les policiers témoins font corps autour de l'assassin. Ils justifient les tirs en décrivant Babacar comme un forcené particulièrement agressif et, alors que le décès est prononcé depuis quelques heures, ils portent plainte contre lui pour « tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique ».

Ce même 3 décembre, une autopsie est réalisée sur le corps de Babacar pour rechercher la présence de stupéfiants. Au même moment, sa grande sœur Awa Gueye sort de l'hôpital suite à un malaise provoqué par la nouvelle de la mort de son petit frère. Elle se rend au commissariat pour demander où il se trouve. En réponse, les policiers lui mettent sous le nez la photo du défunt et s'adonnent à un chantage : ils demandent d'abord la carte d'identité de Babacar sans quoi ils refusent de lui dire où repose le corps de son frère. Elle accepte, les policiers l'accompagnent alors chez elle. Au seuil de la porte ils enfilent des gants et entrent sans prévenir, ils se mettent à fouiller la chambre de Babacar sans aucun mandat ni autorisation. Ils embarquent les papiers, les cours de français et ses documents médicaux. Les rares pièces qu'ils trouvent ne pourront pas valider la thèse selon laquelle Babacar était sous l'effet de drogues. Ils le décriront malgré tout comme un fou dangereux que l'on n'aurait pas eu d'autre choix que de mettre à mort.

Les circonstances de la mort de Babacar et le traitement judiciaire qui a suivi son assassinat soulèvent de nombreuses questions.

Lorsque Babacar appelle à l'aide, pourquoi est-ce la police qui intervient et pas le SAMU ? Pourquoi doit-il être maîtrisé ? S'il doit l'être, pourquoi lui tirer dessus ?

Pourquoi Babacar est mort ?

Pendant que la brigade spécialisée dans les « interventions à risques » réalise le premier contact avec Babacar, les agents du service médical attendent en bas de l'immeuble. On peut donc légitimement se demander si les habitants de Maurepas qui appellent le SAMU sont perçus comme des patients ou des agresseurs violents. Les policiers arrivent dans l'appartement armés de matraques, tasers et armes à feu. **Vont-ils secourir une personne en détresse ou s'infiltrer dans un repaire de truands ?**

Lors de sa crise d'angoisse Babacar parle wolof, sa langue maternelle, que les policiers décrivent comme des braillements incohérents et agressifs. Ont-ils peur de Babacar ? Babacar en caleçon, muni d'un simple couteau de table, seul face à 8 policiers entraînés et armés, représente-t-il une quelconque menace ? **L'auraient-ils maîtrisé ou lui auraient-ils tiré dessus si sa langue maternelle avait été le français ?**

Babacar est noir. Lorsqu'on voit comment des policiers interpellent des personnes noires – comme exemples édifiants récents - du viol de Théo Luhaka à l'agression d'un employé municipal à Sevran, en passant par le tir sur un sans papiers à Rennes, on est en droit de s'interroger sur les motivations qui les poussent à faire usage de la force. Dans le cas de Babacar, les soutiens de son assassin sont persuadés de sa dangerosité. Ils n'hésitent pas à déclarer avant même qu'une analyse toxicologique - qui s'avérera négative – rende ses résultats : « il est probable qu'il ait pris une drogue de synthèse qui décuple les forces et permet de ne pas ressentir la douleur ». **Dans l'œil du policier, Babacar est-il vu comme une personne en détresse ou une bête sauvage ?**

Après lui avoir tiré dessus à 5 reprises, les policiers le menottent à terre sur le pallier.

La succession de ces gestes, conséquence des pratiques de maintien de l'ordre raciste de policiers armés intervenant dans un quartier pauvre, a mené à cet assassinat.

Babacar est mort de la négrophobie et de la xénophobie des institutions et de ses agents.

Le combat d'Awa Gueye

Le 6 juillet 2016 au tribunal de grande instance de Rennes, suivant l'avis concordant de la police judiciaire et de l'IGPN, le procureur de la république classe sans suite l'affaire au motif que le tireur était en « état de légitime défense ».

On aurait pu en rester là sans le combat déterminé mené par Awa Gueye. Malgré les nombreux obstacles dressés par l'institution judiciaire, elle réussit en 2017 à se constituer partie civile et à déposer une plainte contre l'assassin de son frère. Elle obtient les résultats d'une expertise balistique début 2019. On y découvre d'abord que des pièces à conviction - l'arme du crime et les deux chargeurs - ont été détruits par erreur (!) lors d'un tri des scellés. On découvre ensuite que les 5 balles n'ont pas été tirées de face, l'une d'entre elles est même passée par l'une des fesses.

Il devient donc difficile pour les policiers, les enquêteurs ou le procureur d'invoquer la légitime défense pour justifier le geste de l'assassin. Ce dernier n'est d'ailleurs toujours pas inculqué pour homicide. Il a été muté à Saint-Brieuc et n'est ni mis à pied, ni désarmé, ni inquiété car placé sous statut de témoin assisté. Ce statut lui permet de disposer de l'intégralité des pièces de l'enquête judiciaire en cours et donc des nouveaux éléments de l'affaire.

Ces avancées juridiques sont le fruit de plusieurs années de luttes articulant un combat contre les institutions policières et judiciaires, un combat politique avec les autres familles de victimes et un combat pour la mémoire. Pour que la mort de Babacar n'en reste pas à un fait divers dans une colonne de journal. Que ce soit dans les médias, dans les rues de Rennes ou d'ailleurs, là où d'autres sœurs luttent pour connaître la vérité sur la mort de leurs frères assassinés par les forces de l'ordre, notre présence avec Awa en tant que Collectif Justice et Vérité pour Babacar est un des moyens de pression nécessaire pour que des réponses puissent être apportées aux nombreuses questions que nous posons. **Nécessaire pour que la vérité soit faite sur la mort de Babacar. Nécessaire pour qu'un jour les crimes racistes et négrophobes ne puissent plus arriver. Nécessaire pour que les crimes de la police et tous ceux qui les protègent ne restent plus impunis.**

7 décembre 2019 : une marche pour la justice et la vérité

Ce Samedi 7 décembre, nous marcherons dans Maurepas pour la 4e commémoration de la mort de Babacar et appuyer nos revendications.

Nous exigeons :

- **La mise en inculpation** des responsables de la mort de Babacar.
- **Une reconstitution publique.**
- **L'interdiction de l'utilisation d'armement de guerre** dans nos quartiers et nos mobilisations : des armes à feu aux grenades, LBD, taser.

Nous voulons protéger et sauver des vies par l'interdiction des techniques d'immobilisation mortelles et le désarmement des forces de l'ordre.

Nous marcherons avec Awa pour honorer la mémoire de son petit frère, exiger la vérité et pour que la justice soit rendue. Nous marcherons pour toutes les autres victimes de la police : Amine, Zakaria, Ali, Adama, Angelo, Henry, Zyed, Bouna, Gaye, Morad, Zineb, Steve, Aboubacar, Selom, Matisse, Baptiste, Abdoulaye, Abou, Lamine, Liu, Wissam, Fathi, Adam, Allan... Pour tous.

Pas de justice, pas de paix

Le collectif Justice et Vérité pour Babacar Gueye
justicepourbabacar@gmail.com
Septembre 2019

CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ET RACISTES

JUSTICE POUR BABACAR



Marche Commémorative 07. Déc. 2019 14h. Maurepas. RENNES

COLLECTIF JUSTICE ET VÉRITÉ POUR BABACAR GUEYE